



COUP POUR COUP

Journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitalistes
Printemps 2012

Appel...

★ **Ceci est un appel à la grève générale.** Parce que la rupture est le seul langage que nos ennemis comprennent. Parce que la grève sociale est la seule tactique qui puisse réellement faire valoir le contre-pouvoir des luttes populaires. Parce qu'elle unit les voix, les espoirs et les forces des travailleurEUSEs précaires, des travailleurEUSEs immigrantEs, des sans-emploi, des étudiantEs, des pauvres, des marginaliséEs, des oppriméEs, des révoltéEs et des rebellEs de toutes allures ! La CLAC joint sa voix à l'appel lancé par de nombreux collectifs OCCUPY en Amérique du Nord pour une grève générale le 1^{er} mai 2012. Non seulement appelons-nous à la grève générale pour *chaque* 1^{er} mai à compter d'aujourd'hui, nous en appelons à la grève sociale générale illimitée, le plus tôt possible et jusqu'à ce que nous ayons ensemble réussi à détruire les fondements du système capitaliste, patriarcal et colonialiste qui nous opprime quotidiennement... et à jeter les bases d'un monde où nous serons toutes et tous égaux et réellement libres, où la justice, la dignité et l'émancipation seront possibles pour tous et toutes, un monde où nous pourrions vraiment nous reconnaître.

★ **À celles et ceux qui sont en tabarnak, pis qui sont à boutte. C'est un appel à l'expression d'une juste colère.** Parce que l'indifférence devant l'injustice trahit la complicité. Parce que la complaisance et la soumission trahissent la lâcheté. Parce que le temps nous échappe, parce qu'il n'y a plus rien à attendre. Parce que vous avez raison d'être écœuréEs, de croire que le cirque à assez duré. Parce que la rage est saine, et parce que le secret est de *vraiment* commencer, d'allumer l'étincelle, nous en appelons à l'expression de *vo*tre colère, par tous les moyens qui *vous* semblent justes et nécessaires.

★ **Aux prolétaires, aux travailleurEUSEs immigrantEs, aux précaires et aux sans-emploi.** Parce que nous sommes toujours la matière première, la force vive du système capitaliste. Nous sommes les rouages de la machine ; c'est grâce à l'exploitation de notre travail qu'une poignée de bandits voraces s'enrichissent jour après jour. Sans nous, le système n'est plus rien. Et pourtant, la richesse s'accumule sans cesse ailleurs. C'est l'injustice et l'iniquité qui définissent ce régime économique, alors pourquoi continuer à se prêter au jeu ? Pourquoi continuer à vendre nos vies aux riches et aux crosseurs qui en profitent ? Parce que l'ennemi, c'est le patron, parce que le salariat c'est l'esclavage, nous en appelons au ralentissement, à l'interruption, à l'occupation, au blocage, au sabotage et à l'abolition définitive du système capitaliste.

★ **Aux syndiquéEs à se rappeler leur rôle et se réapproprier leur histoire. À l'outrage aux bureaucraties paralysantes.** Parce que la solidarité ouvrière est une force irrésistible. Et pourtant la culture syndicale est paralysée par l'incurie et l'inaction, peut-être nulle part autant qu'au Québec et en Amérique du Nord. Le corporatisme vulgaire, la compromission et la corruption trahissent l'esprit du syndicalisme. La centralisation, l'autoritarisme et la bureaucratisation lui arrachent ses moyens. Ce n'est pas dire pour autant que les syndiquéEs ne peuvent plus jouer le rôle déterminant qu'ils et elles ont rempli tout au long de l'histoire. Aux travailleurEUSEs sauvagement misEs à pied, à celles et ceux dont on a volé les fonds de pensions, qu'on a jeté aux poubelles après toute une vie de labeur, il est temps de se lever, de s'unir et d'affronter les criminels à cravates, les osties de crosseurs qui s'enrichissent en vous appauvrissant. Parce que l'union fait toujours la force, nous en appelons aux travailleurEUSEs à se réapproprier leur pouvoir, à outrepasser les hiérarchies syndicales et à se rappeler le sens profond de la solidarité ouvrière et sociale.

★ **Aux pauvres, aux laissés-pour-compte et aux marginaliséEs,** qui subissez le plus durement l'iniquité, qui dormez dans la rue et vous nourrissez aux soupes populaires, qui survivez de la quête et de larcins... Qui éprouvez dans votre chair le profilage et le harcèlement chaque fois qu'un sale porc se met en tête de vous donner une leçon. Parce que c'est pour changer tout ça que nous luttons, nous en appelons à votre révolte.

★ **Aux étudiantEs en lutte,** qui êtes la superbe, l'inspirante étincelle. Dont la lutte alimente les espoirs d'une génération entière. Nous joignons nos efforts à votre mouvement de grève historique. Nous espérons vivement que les autres secteurs de la société en feront autant et qu'ensemble nous pourrions tracer les chemins d'un mouvement social large, diversifié et combatif. Parce que vous vous battez pour un avenir viable, nous en appelons à une solidarité durable.

★ **Aux femmes, aux féministes radicales,** qui avez toujours lutté du côté des insoumisEs. Qui connaissez intimement l'injustice. Qui avez dû parfois, souvent, tout casser seulement pour faire entendre vos voix. Parce que vous avez réécrit l'histoire, nous en appelons à votre bravoure légendaire.

★ **Aux queers, aux LGBT radicaux,** perpétuellement oubliéEs et marginaliséEs par un système violent qui n'estime que ce qui est bêtement normalisé. Parce que vous ragez pour exister telLEs que vous êtes, nous en appelons à votre formidable rage.

★ **Aux anticapitalistes, anarchistes, communistes et révoltéEs, aux anticolonialistes et à touTEs les révolutionnaires.** Parce que l'histoire nous appartient si nous ne nous laissons plus faire, nous en appelons à l'action directe, à la subversion et à la destruction créatrice. À la férocité, la témérité et la diversité.

(suite à la page 2)



Coup pour coup

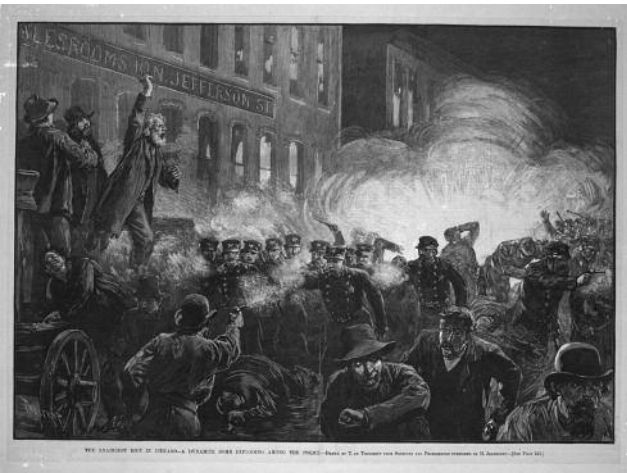
Le contraire de « tendre l'autre joue »

Journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitalistes ★ Printemps 2012

Survол historique du 1^{er} mai

Lors d'un congrès organisé en octobre 1884 par la Federation of Organized Trades and Labor Unions (la future AFL), le 1^{er} mai 1886 est établi comme date butoir pour l'application de la journée de huit heures. Le 1^{er} mai est choisi parce que pour plusieurs entreprises aux États-Unis, ce jour-là marque le terme des contrats et le début de l'année comptable. Le 1^{er} mai 1886, comme la journée de huit heures n'est toujours pas respectée par le patronat et l'État, entre 300 000 et 500 000 travailleurEUSEs répondent à l'appel à la grève générale et débrayent dans plusieurs villes des États-Unis. Les manifestations se multiplient au cours des jours suivants.

Deux jours plus tard, le 3 mai 1886, deux ouvriers de la société McCormick Harvester, à Chicago, sont tués alors qu'ils s'opposent physiquement au passage de bri-seurs de grève. Le lendemain, une grande manifestation est organisée au Haymarket Square pour dénoncer la violence du patronat et de la police. Au moment où les manifestantEs se dispersent, une bombe explose dans les rangs des policiers, en tuant au moins un. À l'issue de la mêlée qui s'ensuit, sept policiers et au moins quatre civils ont perdu la vie.



Cinq syndicalistes anarchistes sont condamnés à mort à la suite de cet incident : Albert Parsons, Adolph Fischer, George Engel, August Spies et Louis Lingg. Quatre seront pendus le vendredi 11 novembre 1887, date connue depuis comme le Black Friday. Le dernier, Louis Lingg, s'était suicidé dans sa cellule dans les heures précédentes. Trois autres syndicalistes seront condamnés à la prison à perpétuité.

★ En 1887, craignant que la célébration d'une fête des Travailleurs le 1^{er} mai ne devienne la commémoration annuelle de l'émeute de 1886, le président américain Grover Cleveland soutien la proposition initiale des Chevaliers du travail de célébrer la fête du Travail le 1^{er} lundi de septembre. Suivant le pas réactionnaire, le gouvernement fédéral canadien choisira en 1894 de faire du 1^{er} lundi de septembre la date officielle du jour du Travail.

★ En 1889, la II^e Internationale (Internationale ouvrière) décide de faire du 1^{er} mai une journée de manifestation annuelle, toujours avec pour objectif la réduction de la journée de travail à huit heures.

★ Le 1^{er} mai 1891, à Fourmies, dans le nord de la France, la police tire sur les ouvriers et fait 9 morts et 35 blessés. En août de la même année, le caractère officiel de la commémoration du 1^{er} mai est confirmé lors du second congrès de l'Internationale ouvrière, à Bruxelles.

★ En 1893, une révision judiciaire trouve les huit inculpés du massacre de Haymarket innocents et met

en lumière un complot policier/politique visant à criminaliser et casser le mouvement anarchiste et le mouvement ouvrier dans son ensemble.

★ Le 1^{er} mai 1894, des émeutes éclatent à Cleveland, en Ohio, en réaction à une augmentation dramatique du taux de chômage et en réponse à l'incurie du gouvernement devant cette crise.

★ En 1904, lors du 6^e congrès de la II^e Internationale à Amsterdam, un appel est lancé « à toutes les organisations et syndicats sociaux-démocrates à manifester énergiquement le 1^{er} mai pour la mise en place légale de la journée de huit heures, pour les revendications de classe du prolétariat et pour la paix universelle ». Le congrès rend « obligatoire pour les organisations prolétariennes de tous les pays de chômer le 1^{er} mai, là où c'est possible, sans préjudice aux travailleurs ».

★ Le 1^{er} mai 1906 marque la première manifestation du genre au Québec, à Montréal, organisée par des ouvriers socialistes et anarchistes, dont plusieurs immigrants juifs d'Europe. Le cortège se rend jusqu'au Champ-de-Mars, où plusieurs orateurs prononcent des discours à caractère résolument anticapitaliste.¹ C'est le début d'une tradition à Montréal, qui perdurera jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

★ En 1907, après une campagne de salisage menée par des prélats de l'Église catholique, la manifestation du 1^{er} mai est attaquée par des agents réactionnaires et brutalement réprimée par la police de Montréal, notamment à l'aide de la cavalerie. Ce scénario se répétera, bon an, mal an, sans toutefois ralentir l'ardeur des organisateurs.

★ En 1914, la manifestation du 1^{er} mai à Montréal prend un caractère antimilitariste, à peine quelques mois avant le début de la Première Guerre mondiale.

★ En 1920, la Russie bolchévique décide que le 1^{er} mai sera désormais chômé et deviendra la fête légale des travailleurs. L'exemple est suivi dans plusieurs pays.

★ En 1936, en Espagne, la manifestation du 1^{er} mai survient deux jours avant les élections législatives qui porteront le Front populaire au pouvoir.

★ Au début des années 1970, la tradition du 1^{er} mai est ranimée au Québec par une culture syndicale combative. Depuis, des manifestations sont organisées annuellement, même si la journée n'est pas officiellement fériée ou chômée.

¹Mathieu Houle-Courcelles, *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*, Lux Éditeur, 2008

(suite de Appel...)

Pour un 1^{er} mai résolument anticapitaliste, dans l'esprit des pionniers et pionnières de l'émancipation de la classe ouvrière, c'est un appel à reprendre la rue, à rompre l'ordre établi et à occuper TOUT !

À montrer au monde que sans nous, les capitalistes ne sont rien.

Et qu'ensemble, nous sommes tout, nous pouvons tout...

Pour un 1^{er} mai anticapitaliste,

★ CLAC-Montréal

Table des matières

Survол historique du 1 ^{er} mai.....	p.2
Le 1 ^{er} mai au Québec.....	p.3
La fête oui, mais la lutte aussi.....	p.3
Rions un peu.....	p.3
The Crisis Comes Home to Roost.....	p.4
Le syndicalisme révolutionnaire de la IWW aujourd'hui.....	p.5
Rébellion globale : le chaos qui vient ?.....	p.6
Les crosseurs s'amusent.....	p.8
Le Clan Desmarais Inc. : une gang d'osties d'crosseurs!.....	p.9
Le 1 ^{er} mai dans les prisons colombiennes.....	p.9
L'AECC : une autre monstruosité du capitalisme.....	p.10
Queers and Class Struggle.....	p.10

Ce journal est dédié à toutes les Madeleine Parent de ce monde.

La CLAC-Montréal

La CLAC-Montréal fut fondée en janvier 2011 à partir de certains comités de la CLAC2010.

La CLAC opère selon un mode de fonctionnement antiautoritaire sur la base des principes de l'Action mondiale des peuples (tinyurl.com/8xl5nrm). Elle fut fondée comme un lieu de convergence et d'organisation pour la gauche anticapitaliste radicale.

Le vote individuel constitue la base décisionnelle de la CLAC, mais nous recherchons activement l'appui et la participation des groupes à nos campagnes et mobilisations.

La CLAC a le mandat d'organiser deux assemblées régulières par année et des assemblées spéciales convoquées au besoin et selon la conjoncture.

La CLAC a le mandat de porter le discours anticapitaliste par l'organisation de campagnes et de manifestations, dont celle du 1^{er} mai de chaque année.

Pour communiquer avec nous :
info@clac-montreal.net
<http://clac-montreal.net>



Le 1^{er} mai au Québec

Au Québec, jusqu'en 2007, les anarchistes et communistes révolutionnaires organisent des contingents « noir et rouge » dans les manifestations syndicales. Ceux-ci sont traditionnellement relégués à la queue du cortège et sont régulièrement ponctués par d'énergiques et sympathiques concours de décibels entre anarchistes et communistes. Depuis quelques années, cependant, l'insatisfaction gronde. Les anticapitalistes reprochent aux centrales syndicales leur manque de combativité, leur complaisance et l'absence totale de critique du capitalisme. Leur manifestation du 1^{er} mai revêt un caractère exclusivement symbolique et aucunement combatif. C'est davantage l'occasion pour les exécutifs syndicaux de « fêter » leur passivité que de commémorer les luttes historiques de la classe ouvrière ou de revendiquer... quoi que ce soit.

Une alarmante tendance réactionnaire se dessine chez les organisations syndicales :

- Le 1^{er} mai 2004, le service d'ordre de la FTQ intervient brutalement pour protéger un peloton d'anti-émeute du SPVM qui s'était imprudemment attaqué aux anticapitalistes ; plusieurs membres du contingent rouge et noir sont rudoyés par les fiers-à-bras syndicaux !

- En 2005, le scénario se répète au centre-ville : les syndicalistes se réfugient au chic Medley pour assister à un spectacle de variétés alors que les anticapitalistes se font brutalement réprimer par la police tout juste à l'extérieur des portes !

- En 2006, comble d'absurdité, les syndicats décident d'organiser leur manif le 29 avril plutôt que le 1^{er} mai !

- La tendance culmine le 1^{er} mai 2007, alors que des anarchistes qui avaient occupé le bureau d'Henri Massé (alors président de la FTQ) pour dénoncer le corporatisme syndical sont tirés par les cheveux et brutalement expulsés à coup de pieds par des fiers-à-bras du syndicat. Le même jour, une manifestation de 200 personnes ira appuyer un commando du Comité des sans-emploi Mtl-Centre qui avait « démé-

nagé » à la rue des meubles et des livres du bureau d'avocats de Lucien Bouchard, rue McGill.

L'année suivante, à l'appel du Comité des sans-emploi Mtl-Centre, une coalition d'individus et groupes communistes et anarchistes se constitue pour la première fois afin d'organiser un événement anticapitaliste le 1^{er} mai 2008, à Hochelaga, indépendant de la manifestation syndicale qui cette année-là a lieu... le 3 mai.

Malgré son caractère festif et familial, la manif anticapitaliste du 1^{er} mai 2008 est vite interrompue et réprimée sans raison apparente par le SPVM. La police justifiera son intervention par une « bagarre entre manifestantEs » (en fait, deux skinheads racistes venus là pour provoquer « les gauchistes » se sont fait cassé la figure par des militantEs antifasciste). Officieusement, le SPVM craignait que le cortège anticapitaliste ne tente de bloquer le pont Jacques-Cartier. Depuis, chaque année la tension est palpable entre manifestantEs et policiers.

En 2011, une autre intervention débile du SPVM (visant vraisemblablement à capturer un camarade du contingent rouge) dégénère en affrontement et frôle le drame lorsque le Baby Bloc (contingent familial) est arbitrairement séparé du cortège par la cavalerie.

Quelques mois plus tard, quatre sympathisantEs du Parti communiste révolutionnaire (PCR) sont arrêtéEs par des agents du nouvellement créé projet de Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes (GAMMA) du SPVM, en lien avec l'escarmouche du 1^{er} mai 2011. Le début de leur procès est prévu pour l'automne 2012.



Rions un peu

(Extrait *authentique* d'un rapport de police rédigé le 1^{er} mai 2008 suite à l'arrestation d'un camarade lors de la manif anticapitaliste.)

« Le 2008-05-01 vers les 17:30 plusieurs policiers ont participé (sic) pour encadrer une manifestation pour la marche des travailleurs. La marche se fait habituellement le 3 mai par contre ce groupe relié aux anarchistes et ayant mauvaise réputation ont (sic) décidé de faire leur propre marche car la marche des travailleurs était bien encadrée et possédait de la sécurité interne. Nos anarchistes aimant le trouble était (sic) relégués à la fin de la marche ce qui leurs (sic) laissait peu de marge de manoeuvre. Donc ceux-ci ont créé leur propre marche. (...) »

Sergent-Détective Gilles Gelderblom - SPVM 4959

(Extraits *authentiques* des rapports d'événements produits par des agents du SPVM suite à la manif anticapitaliste du 1^{er} mai 2011, au cours de laquelle des policiers avaient tenté une arrestation au passage du contingent du Parti communiste révolutionnaire (PCR).)

« J'ai trouvé bizarre qu'on nous demande d'aller dans cette foule agressive à huit policiers seulement et surtout sans casque. »

« À un certain moment. J'ai reçu une draft de poivre de cayenne et je ne voyais plus rien. J'ai eu peur pour ma sécurité. »

« Des individus s'apprêtaient à nous charger Marc-André Côté et moi alors que nous étions au sol avec le suspect. Nous avons du (sic) lâcher le suspect et partir à courir vers le nord afin de mettre notre casque. Tout ça avec du poivre dans les yeux pour la plupart d'entre nous tous. »

« Les manifestants criaient et applaudissaient notre capitulation. »

« J'ai vraiment le sentiment que ces crotés (sic) ont gagnée (sic) la partie. »

Agent Denis Bourgeois - SPVM 0219

(suite à la page 11)

La fête oui, mais la lutte aussi

C'est en souvenir du Massacre de Haymarket que, le 20 juillet 1889, la II^e Internationale socialiste propose de faire du 1^{er} mai une journée internationale de manifestation afin d'obtenir la journée de travail de huit heures. C'est ainsi que le 1^{er} mai s'est ancré dans la tradition des luttes ouvrières. Le 1^{er} mai devient ainsi graduellement une fête légale chômée dans plusieurs autres pays.

En revanche, ce n'est pas le cas en Amérique du Nord. En effet, à l'époque, les syndicats nord-américains refusent de s'aligner sur une orientation socialiste. Les gouvernements américains et canadiens préfèrent donc que la fête du travail soit le premier lundi de septembre. La fête du Travail, quant à elle, doit son origine à l'écrasement, en 1894, de la grève des ouvriers de l'usine Pullman, une entreprise située à Kensington près de Chicago. Le président de l'époque décide d'envoyer 12 000 soldats afin de faire cesser la grève. Évidemment, cette démonstration de force dégénère en affrontement entre grévistes et militaires, ce qui entraîne mort d'hommes. Le mouvement des grévistes fut anéanti et les employés durent même s'engager à ne plus se syndiquer. La répression fut si féroce que des élus à Washington réussirent à faire passer la proposition d'une journée chômée en l'honneur de ces travailleurs. Dans l'espoir de se faire réélire, le président signe ce projet de loi qui instaure le Labor Day, soit la fête du Travail.

De toute évidence, les délégués de l'Internationale socialiste n'ont jamais envisagé d'accoler le mot fête au 1^{er} mai. En effet, la résolution ne parle que de grande manifestation internationale. Dans les appels pour cette journée internationale, le mot fête apparaît un peu plus tard. En insistant sur le caractère festif de la journée, il s'agissait surtout de contourner le risque d'une interdiction. L'idée de festivités avait aussi pour but d'encourager les travailleuses et les travailleurs à participer en grand nombre à la manifestation. Dès lors, ils et elles avaient comme objectif de démontrer symboliquement, en défilant sur la place publique, la solidarité du prolétariat, de même que son existence en tant que classe sociale distincte.

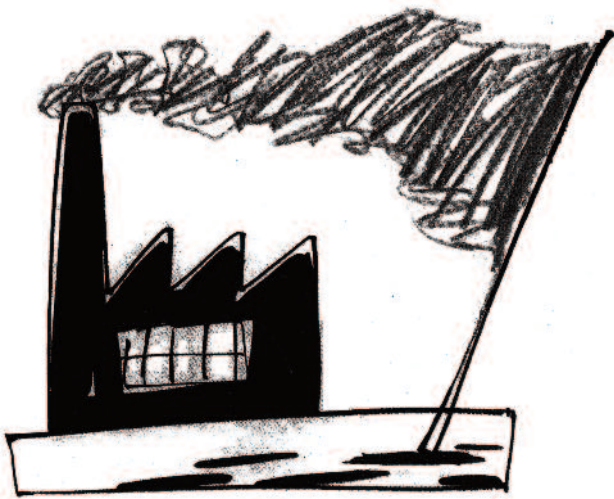
Par contre, le respect de l'origine combative du 1^{er} mai, ainsi que le souvenir des répressions qu'ont dû vivre ses participantEs à certains moments, ne signifient surtout pas que sa célébration doit être nécessairement austère et affligeante. Au contraire, la lutte de classe doit stimuler l'optimisme, l'enthousiasme et même la joie. Parce que le 1^{er} mai est, depuis ses débuts, une journée d'espérance et de combativité pour une société réellement juste, libre et égalitaire, il est fondamental qu'elle soit aussi une journée où soit célébrée la lutte.

★RASH Montréal



The Crisis Comes Home To Roost

Those who have been a part of the unemployed have always been collateral damage in the war against the poor and working poor. The elite and their economists have set the standards of a 'healthy' economy in which a 10% unemployment rate is necessary to ensure that working people never demand more, be it better wages or working conditions, for fear of losing their jobs. And yet, they never discuss the impacts of this structural policy on those who believe that their unemployment is a result of their own abilities rather than a systemic part of the functioning of the economy, people who are forced to work for poverty wages or go on social assistance, forced to live on \$527 a month... Not enough to pay the rent or feed the children. This economic policy has created a structural and growing underclass in Canada. The unemployment rate has always been around 7%, placing approximately 3.2 million people in poverty, including 634,000 children.



Since the 2008 crisis, something has drastically changed for workers and the unemployed. Namely, as the Canadian economy continues to grow, so too does the unemployment rate, the number of corporate bankruptcies, and plant closures. The basic equation that makes capitalism function and profits increase, the more people work, the more people buy things, the more things are made, and thus the more you profit, no longer holds true. In an era of global capitalism and finance capital, fictitious profits made from derivatives can inflate the growth of any economy. Since the real economy is no longer the major means of economic growth, GDP growth occurs during periods of increased unemployment and increased debt.

Economist Jim Stanford argues that "the triumphalism of the federal government throughout the global crisis (which is still very much with us, as the IMF powerfully warned the other day) has become increasingly far-fetched, but the Harper government shows no shame in continuing to milk it for all it's worth." And in Canada we are beginning to see austerity at all levels, from cuts in the public sector to attacks on unions to increased fees for education and healthcare... Not even the bosses are immune austerity measures. Since 2008 it has become a common understanding: if you do not accept our terms, our wage cuts, our pension cuts, then people will lose their jobs. The major problem with this rhetoric is that the austerity is not caused by competition, by the crisis slowing consumption, nor by stagnating profits. Instead, it is the result of companies shutting down and opening plants in the global south to expand their own operations. Furthermore, the argument given to laid-off

workers that companies need to 'remain competitive', is simply false. In fact, most companies that are closing their plants and laying off workers are making record profits by moving their manufacturing to the global south and further exploiting the new workers.

The effects of this rhetoric can be seen in the decimation of the textile and garment industry in Montreal, formerly the 3rd largest in North America, which was destroyed before the financial crisis of 2008. It was around this time that the Immigrant Workers centre in Montreal, an organization that works with low-wage, non unionized workers fighting for justice and against the violation of their basic labor rights, began working with laid off textile and garment workers. In 2007, a laid-off Filipino textile worker named Sherman approached the Immigrant Workers Centre for support and advice. He felt he was owed something for being laid off from his job as a knitter at a factory named L'Amour after 13 years of work. L'Amour was the largest sock producer in Canada and boasted that they produced almost 50% of sport socks sold in Canada, distributed to CCM, Wal-Mart, and Canadian Tire. Within a one year period, more than 500 (mainly) immigrant workers were laid off. They were victims, not of a drop in sales or production, but rather of greed and severe outsourcing. The manufacturing had gone to Bangladesh, China, and India. There had also been a series of abuses in the workplace that were reminiscent of the early twentieth century, when workers at a factory in New York City were burned to death because the employer had locked them in. As a result of the layoffs and abuses, L'Amour workers came together to voice their outrage, not only because they felt abandoned, but also a deep sense of disempowerment, a feeling that after years of work, they had become too expensive to keep. This example was not a unique case, and we began to see that many of the L'Amour workers' family members had been working in other factories which had also closed down during the same period.



This was not a unique case, but rather an example of the collapse of an industry in Montreal. In fact, over a fourteen year span, from 1994-2008 more than 90,000 workers had been laid off. Although these years saw a more concentrated numbers of layoffs, the trend truly began to take shape in the mid-1990s, following the signing of NAFTA. This problem was compounded by the Federal International Trade Tribunal's 2004 decision to loosen regulations, following intense lobbying from garment companies. Far from making a protectionist argument, it is important to recognize that this lobbying was a result of the capitalist mind-frame of always seeking the cheapest and most vulnerable labor, at any cost.

As of February 2012, the official unemployment rate is at 8.4%, a figure that hides the real crisis in terms of the closures of plants and the real unemployment rate. Yet the real unemployment rate is far into the double digits if one looks at actual employment. You begin to see the real unemployment rate "The part (employment) rate fell to 66.5% of the working age population. In Montreal this has become increasingly evident since 2008, as we

have seen a sharp increase in the closures of factory and plants. Some of the worst hit were low wage immigrant workers. One instance in which we were able to turn a case into collective action, was with Cellulab, a company that repairs cell phones for Motorola and Samsung. The employer prided himself on hiring new immigrants, and had even received an award for doing so by the Quebec Ministry of Immigration and Cultural communities. During the economic crisis, the workers, who were mostly from North Africa and Latin America, were paid regularly for three months, then the employer stopped paying them over the course of the following two months. The workers finally decided to contact a union but the day the union tried to become accredited, the boss shut the factory down and locked the workers out. Cellulab eventually declared bankruptcy, despite the fact that the company received money specifically from the Quebec government to hire new immigrants and received bailout money from the Quebec government as part of the Charest government's policy to keep companies afloat and paying wages during the economic crisis.

More recently, in the case of Aveos- a company that handles repairs for Air Canada- we have seen that in order to secure the assets and profits of the employers, the company filed for bankruptcy, leaving the workers in the dark and forcing them to act! In another case, Ren-Wil, a company that handles décor for major hotels such as the Queen Elizabeth, and which paid its mainly immigrant women workers low wages, cut approximately 60 jobs overnight with nothing more than a letter. One worker named Julia, who is from the Caribbean, has become increasingly frustrated and angry. She asked: "what kind of government do we have which will leave poor people even poorer and only protect the rich?"

This anger is ever increasing as the rising unemployment rate has now officially reached 8.4%- and this number only represents those who are actively seeking work. Furthermore, it is now taking an average of almost 3 months for workers to receive Unemployment Insurance, which is indicative of the increasing number of applicants. However, those already in precarious work have no access to EI benefits, making factory closures a permanent crisis for them. In Montreal-Nord, 40% of people live under the poverty line, and in the Maghrebi or North African Immigrant community unemployment has reached a level of 33%. *(continued on page 5)*



Le syndicalisme révolutionnaire de la IWW aujourd'hui

La IWW occupe une place importante dans l'histoire du syndicalisme nord-américain. C'est l'une des premières organisations ouvrières à avoir pratiqué le syndicalisme de type industriel¹. C'est aussi l'un des seuls syndicats à avoir refusé le compromis social et à avoir continué à promouvoir l'action directe et la grève générale, et ce, toujours dans une perspective de renversement révolutionnaire du capitalisme tel qu'établi dans ses principes fondateurs en 1905.

Les livres d'histoire ouvrière ne parlent toutefois pas, ou presque pas, de la IWW après la sévère vague de répression qui la brisa presque complètement en 1920. L'activité de la IWW fut effectivement moins remarquée jusqu'à sa renaissance à l'aube du XXI^e siècle.

Les militant-e-s de la IWW travaillent aujourd'hui à la construction d'un modèle syndical basé sur la solidarité de la classe ouvrière, qui saura lutter avec efficacité contre le patronat. Le syndicalisme de solidarité se caractérise aujourd'hui par la lutte directe dans les milieux de travail ; par exemple dans les cafés Starbucks aux États-Unis, où des améliorations ont lieu même en l'absence d'une accréditation syndicale conférée par l'État. C'est d'ailleurs cette campagne qui a souligné la renaissance de la IWW. La IWW participe aussi à mettre sur pied des réseaux de mobilisation éclair sur les lieux de travail ou de résidence des patrons, en solidarité avec des travailleurs et travailleuses victimes de vols de salaire.

Après une tentative infructueuse d'accréditation dans un Starbucks de la ville de Québec, la branche montréalaise a décidé de ne plus se lancer dans des campagnes d'accréditation pour adopter le modèle de lutte proposé aux États-Unis : le syndicalisme de solidarité.

Elle organise aussi un réseau de solidarité appelé Réclame ta paye! dont le but est de contrer les vols de salaires par les patrons grâce à la mobilisation. Cette campagne a déjà réussi à récupérer près de 2000\$ lors de deux réclamations de salaire : une contre la compagnie de décoration Plus que Noël et l'autre contre un Pizzadélic.

Globalement, la présence de la IWW se fait principalement sentir aujourd'hui aux États-Unis. Par exemple, au printemps 2011, lors de la lutte ouvrière au Wisconsin contre un projet de loi qui s'attaquait directement aux droits de négociation collective des employés de l'État, les militant-e-s de la IWW ont promu avec énergie l'idée de la grève générale comme moyen de gagner la lutte. On a pu aussi voir des militants et militantes aller rejoindre le mouvement Occupy dans différents endroits.



Dans le cadre de la lutte anticapitaliste mondiale, la IWW se distingue des autres organisations par sa proposition de lutter directement sur les lieux de travail avec des principes révolutionnaires et de lutte de classe. Alors que les manifestations contre les grands sommets économiques se font sévèrement réprimer, il peut être intéressant d'amener la confrontation directe sur les lieux mêmes où se reproduisent les injustices : nos lieux de travail. En effet, l'angle mort de la démocratie bourgeoise n'est-il pas l'exploitation économique de la force de travail des travailleurs et travailleuses et le contrôle des moyens de production et de distribution par les intérêts et institutions capitalistes d'État ou privés?

L'adhésion à la IWW est garante d'une solidarité directe par les autres membres et se fait sur une base individuelle pour ceux et celles qui adhèrent aux principes fondateurs : « La classe patronale et la classe ouvrière n'ont rien en commun. Une lutte continue entre celles-ci aura lieu tant et aussi longtemps que les travailleurs et travailleuses ne s'empareront pas des moyens de production et vivront en harmonie avec la terre. »

★ IWW Montréal

¹ Le syndicalisme d'industrie, ou industriel, consiste à regrouper les travailleurs et travailleuses de différents corps de métiers en un seul syndicat. Le syndicalisme d'industrie permet aussi de préparer les travailleurs et travailleuses à la gestion socialiste de la société, ce qui n'est possible que si les travailleurs et travailleuses de la base sont capables de connaître et de maîtriser réellement tout ce qui se passe sur leur lieu de travail. Le rôle du syndicat est de coordonner leurs efforts et de mettre en commun leurs connaissances pour réaliser cet objectif, ce qui est impossible avec le syndicalisme de métier et le syndicalisme d'entreprise.

« La classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien en commun. Il ne peut y avoir de paix aussi longtemps que la faim et le besoin seront le partage de millions de travailleurs et travailleuses pendant que la minorité, qui compose la classe des patrons, possède tous les biens de la vie. »

Préambule à la Constitution de la IWW, 1905

(continued from page 4)

These layoffs, closures of manufacturing plants, and the move towards a service based or financial based economy has shown the naked savagery of capitalism, according to the Financial Post:

"The latest report showed Canada's top executives earned, on average, \$8.4-million in 2010, including salary, bonuses, stock grants and options. That was up 27% from a year earlier. The average person, on the other hand, is actually earning less than during the 2008-09 recession. The report says those working minimum wage jobs on a full-time basis made an average of \$19,798 in 2010"

This same report notes that a CEO will make \$44,366.00 in 3 hours, which would take a worker at minimum wage two years to make. Nonetheless, the excuse continues to be 'competitiveness'. This is the case with Electrolux, a Swedish based company with a Montreal-area plant that laid off 1,300 people in 2009, and is also reflected in Caterpillar's New Year's Day announcement that its subsidiary Electro-Motive would be locking out 465 workers. Caterpillar would eventually



close the plant entirely in response to the demands of workers for decent wages and decent work. It could not be any clearer that the crisis is simply a tool to heighten an already permanent crisis for low wage workers and the poor. That this crisis has been the best weapon for a struggle that, for those struggling to survive, could not be stated in terms any clearer: this is class war.

In the economic system we live in, there will always be a continued attack on working and poor people, and there will always be those forced to live undignified lives, unless there is resistance to greed and the system that enforces it. And we are beginning to see that resistance: when Aveos workers in Montreal block the roads to the airport, when laid off workers hold assemblies to demand severance pay and dignity in cases like Ren-Wil, or L'amour, or Cellulab.

This is the kind of resistance which is at the the root of MayDay: The unemployed, low wage immigrant workers demanding a decent living. This MayDay, like those who fought before us, we struggle for justice and for dignity for all those who are laid off, unemployed, and working for poverty wages, to build a movement that can bring an end to a system built on our backs and on our misery. This MayDay, lets make our Resistance the crisis of capitalism!



Rébellion globale : le chaos qui vient ?

À l'heure où la crise du capitalisme échappe à tout contrôle, les dirigeants du système global semblent eux-mêmes à la dérive, incapables de proposer des solutions viables. Du massacre de dizaines de jeunes manifestantEs par l'armée égyptienne à la répression brutale du mouvement Occupy aux États-Unis, en passant par les canons à eau employés par la police militarisée du Chili contre les étudiantEs et travailleurEUSEs, les États et les classes dirigeantes sont impuissants à endiguer la vague mondiale de rébellion et recourent à une répression de plus en plus généralisée.

En d'autres termes, les immenses inégalités structurelles de l'économie politique mondiale ne sont plus contenues par les mécanismes habituels de contrôle social. Les classes dirigeantes ont perdu toute légitimité ; leur hégémonie s'effondre à l'échelle planétaire. Pour comprendre ce qui se produit dans cette deuxième décennie du XXI^e siècle, il importe d'examiner le contexte historique et structurel dans son ensemble. Les élites mondiales espéraient que la « Grande Dépression », entamée avec la crise des hypothèques et l'effondrement du système financier en 2008, ne signalait rien de plus qu'une phase descendante du cycle habituel, un problème passager qui serait facilement résolu par les opérations de sauvetage et les mesures de stimulation adoptées par l'État. Il est cependant devenu évident que cette crise est de nature structurelle. Les crises cycliques sont des épisodes réguliers du système capitaliste qui se produisent environ une fois par décennie et durent habituellement entre 18 mois et deux ans. Il y a eu des récessions mondiales au début des années 1980, au début des années 1990 et au début du XXI^e siècle.

Les crises structurelles sont plus profondes ; leur résolution exige une restructuration fondamentale du système. Les crises structurelles mondiales qui ont eu lieu dans les années 1890, 1930 et 1970 ont été résolues par des réorganisations du système qui ont généré de nouveaux modèles de capitalisme. « Résolu » ne signifie pas que les problèmes auxquels est confrontée la majorité des êtres humains soumis au capitalisme ont été résolus, mais que la réorganisation du système capitaliste a chaque fois réussi à surmonter les obstacles qui s'opposaient à l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. La crise des années 1890 a été réglée dans les centres du capitalisme mondial par l'exportation de capitaux et une nouvelle ronde d'expansion impérialiste. La Grande Dépression des années 1930 a été contrée par le virage vers certaines variantes de la social-démocratie au Nord comme au Sud, un capitalisme social, populiste ou développementaliste, qui comporte une certaine redistribution de la richesse, la création de services publics et une régulation étatique du marché.

La mondialisation et la crise structurelle actuelle

Pour bien comprendre la conjoncture actuelle, il faut remonter aux années 1970. La mondialisation, soit la phase actuelle du capitalisme mondial, procède directement de la réponse apportée par certains agents aux précédentes époques de crise, en particulier la crise de la social-démocratie dans les années 1970 ou, plus techniquement, la crise du fordisme-keynésianisme,

c'est-à-dire du capitalisme de redistribution. C'est dans la foulée de cette crise que le capital s'est mondialisé. La mondialisation se présente donc comme une stratégie de la classe capitaliste transnationale émergente et de ses représentants politiques visant à reconstituer leur pouvoir de classe en s'émancipant des restrictions nationales à l'accumulation. Ces restrictions (le prétendu « compromis de classe ») avaient été imposées au capital par des décennies de luttes massives, partout dans le monde, menées par les classes populaires et prolétaires à l'intérieur des frontières nationales. Durant les années 1980 et 1990, les élites mondialisatrices se sont emparés du pouvoir d'État dans la plupart des pays et ont utilisé ce pouvoir pour promouvoir, par l'entremise du modèle néolibéral, la mondialisation capitaliste.



Les politiques mondialisatrices et néolibérales ont ouvert d'importantes nouvelles possibilités à l'accumulation transnationale dans les années 1980 et 1990. La révolution des technologies informatiques et autres avancées technologiques ont permis au capital transnational émergent de réaliser de grands bonds quantitatifs dans la production et la restructuration, « flexibilisation » et élimination de grands pans de la main-d'œuvre partout sur la planète. Cela a entraîné une baisse substantielle des salaires et des avantages sociaux et a favorisé le transfert des revenus vers le capital et les secteurs de consommation intensive un peu partout dans le monde, ce qui a ouvert de nouveaux segments de marché et stimulé la croissance. En somme, la mondialisation a rendu possible une expansion intensive du système et déclenché une nouvelle ronde débridée d'accumulation à l'échelle mondiale, ce qui a servi à compenser la crise des profits et des projets d'investissements qui avait marqué les années 1970.

Par contre, le modèle néolibéral a aussi entraîné une polarisation sociale sans précédent à l'échelle planétaire. Des luttes de classes acharnées avaient réussi, au XX^e siècle, à imposer au capital un certain contrôle social. Les classes populaires, à divers degrés, avaient réussi à forcer le système à conjuguer à l'accumulation du capital ce qu'on appelle « la reproduction sociale ». Ce qui s'est produit avec le processus de mondialisation est une séparation entre la logique d'accumulation et celle de la reproduction sociale, ce qui a entraîné une croissance sans précédent des inégalités sociales et intensifié les crises pour la survie de milliards de personnes un peu partout sur la planète.

La paupérisation déchaînée par la mondialisation a entraîné des conflits sociaux et des crises politiques que le système trouve aujourd'hui de plus en plus difficile à contenir. Le slogan « nous sommes les 99 % » vient de la réalité que la paupérisation et les inégalités mondiales se sont énormément intensifiées depuis l'émergence de la mondialisation capitaliste au début des années 1980. De grands pans de l'humanité ont subi une mobilité

absolument descendante au cours des dernières décennies. Même le FMI a dû admettre, dans un rapport datant de 2000, que « dans les dernière décennies, presque un cinquième de la population mondiale a régressé. C'est peut-être l'un des pires échecs économiques du XX^e siècle ».

La polarisation sociale mondiale accentue le problème chronique de la suraccumulation. On entend, par suraccumulation, la concentration de la richesse dans les mains d'un nombre de plus en plus restreint d'individus, de telle sorte que le marché mondial se voit incapable d'absorber la production mondiale, et le système stagne. Les capitalistes transnationaux trouvent de plus en plus difficile de se défaire d'une masse de surplus hypertrophiée et en constante expansion. Ils sont incapables de trouver des débouchés d'investissement pour générer de nouveaux produits, c'est pourquoi le système entre en récession, voire pire. Au cours des dernières années, la classe capitaliste transnationale s'est tournée vers l'accumulation militarisée, la spéculation financière débridée et le pillage des finances publiques afin de perpétuer la génération des profits, malgré la dynamique de suraccumulation.

Si l'offensive du capital transnational contre les classes populaires et prolétaires du monde remonte à la crise des années 1970 et s'est constamment intensifiée depuis, la grande récession de 2008 s'est quant à elle avérée un point tournant à plusieurs égards. Particulièrement, alors que la crise se généralisait, elle créait les conditions favorables à une nouvelle ronde d'austérité brutale à l'échelle mondiale, à une plus grande flexibilisation de la main-d'œuvre, à une augmentation des taux de chômage et de la précarité, etc. Le capital financier transnational et ses agents politiques ont utilisé la crise mondiale pour imposer des mesures d'austérité brutales et tenter de démanteler ce qui reste des systèmes d'aide sociale et d'États sociaux en Europe, en Amérique du Nord et partout ailleurs, afin de soutirer davantage de valeur de la main-d'œuvre, directement, par l'intensification de l'exploitation, et indirectement, par le recours aux finances publiques. Ainsi, les conflits sociaux et politiques se sont intensifiés partout dans le monde dans la foulée de la crise de 2008.



Et pourtant, le système n'a toujours pas réussi à se rétablir : ils s'enlissent de plus en plus dans le chaos. Les élites mondiales sont incapables de gérer leurs propres contradictions explosives. Le modèle néolibéral du capitalisme est-il arrivé à son stade terminal ? Il est essentiel de comprendre que le néolibéralisme n'est qu'un modèle parmi d'autres du capitalisme mondial. Autrement dit, même si le néolibéralisme vivait actuellement sa crise terminale, il n'en irait pas nécessairement de même pour le capitalisme mondial. Il est tout à fait possible que le système réponde à la crise et aux rébellions massives par une nouvelle restructuration, qui mènerait à un différent modèle de capitalisme mondial.

(suite à la page 7)

(suite de *Rébellion globale*)

Peut-être un keynésianisme global, comportant une certaine forme de redistribution transnationale et de régulation transnationale du capital financier ? Il est permis de se demander si les forces de la rébellion populaire ne seraient pas ainsi cooptées dans une sorte de nouvel ordre capitaliste mondial.

Ou nous dirigeons-nous plutôt vers une crise systémique ? Une crise systémique est une crise dont la solution comprend nécessairement la fin du système en soi : son remplacement par un système entièrement différent ou un effondrement total du système. Qu'une crise structurelle devienne ou non systémique dépend de la réponse apportée par diverses forces sociales et de classe, des projets politiques que celles-ci mettent de l'avant, de certains facteurs de contingence qui ne peuvent pas être prédits d'avance, et de conditions objectives. Il est impossible, à ce stade-ci, de prédire l'issue de la présente crise. Toutefois, certains éléments de la conjoncture mondiale actuelle sont très clairs.

Le moment actuel

Premièrement, cette crise partage de nombreux aspects avec les précédentes crises structurelles des années 1930 et 1970, mais certaines caractéristiques sont uniques au moment présent :



Le système atteint rapidement les limites écologiques à sa reproduction. Nous sommes confrontés au spectre du manque de ressources et des catastrophes environnementales qui menacent de faire s'effondrer le système.

L'ampleur et les moyens de contrôle social sont sans précédents. La guerre cybernétique, les drones, les bombes intelligentes, la guerre des étoiles, et le reste, ont changé le visage de la guerre. Celle-ci a été normalisée et assainie, du moins pour tous ceux qui ne sont pas la cible des canons et qui ne vivent pas directement l'agression. La concentration, entre les mains de grandes compagnies transnationales, du contrôle médiatique, de la production des symboles, des images et des messages, est aussi un phénomène sans précédent. Nous avons atteint la société de la surveillance panoptique et du contrôle des pensées orwellien.

Le capitalisme atteint les limites de son expansion, au sens où il n'y a guère de nouveau territoire significatif qui ne soit pas intégré au capitalisme mondial. La dévitalisation rurale est déjà bien avancée, alors que la marchandisation (« commodification ») du monde rural et des espaces sociaux pré ou non capitalistes s'est intensifiée : ils se transforment rapidement, comme sous l'effet d'une serre, en espaces foisonnants de capital, si bien que l'expansion intensive n'a jamais atteint une si grande ampleur. Tout comme le cycliste, le capitalisme a toujours besoin de développer son mouvement, sinon il tombe. Mais où peut-il encore se développer ?

Nous constatons l'augmentation des populations habitant des bidonvilles, exclues de l'économie productive, poussées à la marge, pouvant être soumises à des systèmes de contrôle social sophistiqués

et à de récurrentes crises de survie – un cycle fatal de dépossession-exploitation-exclusion. Cela soulève le problème des nouveaux dangers d'un fascisme du XXI^e siècle et d'épisodes génocidaires visant à contenir ces populations et à prévenir leur rébellion, réelle ou appréhendée.

Il y a une déconnexion entre la mondialisation de l'économie et le système d'autorité politique fondé sur l'État-nation. Les États-nation ne peuvent, seuls, contrôler la violente tempête de l'économie globalisée, d'autant plus qu'ils sont menacés par une crise de légitimité qui s'accroît sans cesse. Par ailleurs, les regroupements et les appareils d'État transnationaux n'en sont qu'à leur débuts et ne sont pas en mesure de remplir un rôle hégémonique capable d'influencer et de stabiliser le système mondial.

Deuxièmement, l'élite mondiale est incapable d'avancer des solutions. Elle paraît en banqueroute politique, incapable de manœuvrer face au cours des événements. Les élites se chamaillent et se divisent dans les sommets du G8, du G20 et ailleurs, visiblement paralysées et certainement sans réelle volonté de contester le pouvoir et les prérogatives de la finance transnationale, la fraction hégémonique mondiale — et la plus rapace et destructrice des fractions. Si les appareils d'État nationaux et transnationaux n'ont pas réussi à imposer la régulation du capital financier mondial, ils n'ont pas hésité à intervenir pour imposer aux travailleurs les coûts de la crise. Les crises budgétaires et financières qui obligent supposément la limitation des dépenses et les budgets d'austérité sont fabriquées de toutes pièces. Elles sont la conséquence du non-vouloir ou de l'incapacité des États à faire face au capital ainsi que de leur tendance à faire porter le fardeau de la crise aux classes ouvrières et populaires.

Troisièmement, il n'existe pas de sortie de crise rapide face au chaos global qui grandit. Nous entrons dans une période de conflits et de bouleversements majeurs. Comme nous l'avons vu plus haut, un des dangers serait une réponse néofasciste pour contenir la crise. Nous faisons face à une guerre du capital contre tout. Trois secteurs du capital transnational apparaissent comme les plus agressifs et les plus susceptibles de développer une réponse néofasciste comme arrangement politique afin de poursuivre l'accumulation de richesses pendant que la crise se perpétue : le capital financier spéculatif, le complexe militaro-industriel et le secteur de l'extraction minière et de l'énergie. L'accumulation de capital par le complexe militaro-industriel est tributaire de conflits et de guerres éternels, incluant les prétendues guerres au terrorisme et à la drogue, et la militarisation du contrôle social. Le capital financier transnational, quant à lui, a besoin de contrôler les finances publiques pour pouvoir imposer l'austérité et l'endettement aux masses, programme qui ne peut se réaliser que par une escalade de la répression. Enfin, l'industrie d'extraction ne peut prospérer que par une nouvelle ronde de dépossession violente et de dégradation environnementale partout sur la planète.

Quatrièmement, les forces populaires partout dans le monde sont passées de la défensive à l'offensive plus vite qu'on ne pouvait l'imaginer. En 2011, l'initiative est clairement passée des élites transnationales aux forces populaires de la base. Le poids lourd de la globalisation capitaliste des années 1980 et 1990 avait renversé mondialement le rapport des forces sociales et de

classe en faveur du capital transnational. Même si la résistance continuait, les forces populaires étaient désorientées et fragmentées durant ces deux décennies, poussées à la défensive par un néolibéralisme à son apogée. Ensuite les événements du 11 septembre 2001 ont permis aux élites transnationales, sous l'égide des États-Unis, de soutenir leur offensive en militarisant la politique mondiale et en étendant les systèmes répressifs de contrôle social au nom de la « lutte au terrorisme ».



Aujourd'hui, tout cela a changé. La révolte mondiale en cours a changé les termes du discours et du paysage politique. Les élites mondiales sont confuses, réactives et s'enfoncent dans le borbier qu'elles ont elles-mêmes creusé. On remarque que ceux et celles qui luttent dans le monde font preuve d'une forte solidarité et sont en communication à travers les cinq continents. Alors que l'insurrection égyptienne a pavé la voie au mouvement étasunien Occupy, ce dernier a ensuite inspiré une deuxième ronde de luttes massives en Égypte. Ce qui reste à faire est d'étendre la coordination transnationale et d'en arriver à des programmes coordonnés à l'échelle mondiale. De l'autre côté, « l'empire du capital globalisé » n'est définitivement pas un « tigre de papier ». Alors que les élites mondiales se regroupent et prennent acte de la nouvelle conjoncture et de la menace que leur pose une révolution massive mondiale, elles vont – et ont déjà commencé à – organiser une répression massive coordonnée, de nouvelles guerres et interventions militaires, de même que des mécanismes et des projets de cooptation dans leurs efforts pour rétablir leur hégémonie.

La seule solution viable à cette crise du capitalisme global serait une redistribution massive de la richesse et du pouvoir vers la majorité pauvre de l'humanité, dans l'optique d'un socialisme démocratique du XXI^e siècle, où l'humanité ne serait plus en guerre avec elle-même et avec la nature.



Avec la permission de l'auteur.

William I. Robinson est professeur de sociologie, d'études en mondialisation et d'études latino-américaines à l'université de Californie à Santa Barbara. Son dernier livre s'intitule *Latin America and Global Capitalism*.

Traduction : CLAC

Article publié originellement sur le site aljazeera.com à l'adresse suivante : <http://aje.me/v93gvF>

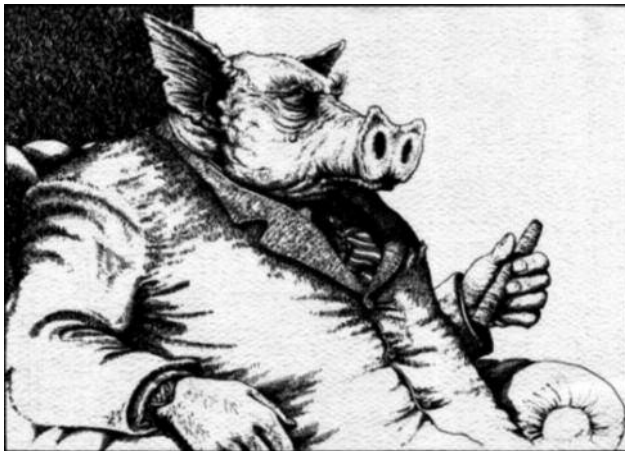
Les crosseurs s'amuse...

Le problème, c'est le capitalisme ! Ce système pourri qui permet à une infime minorité d'exploiter l'immense majorité. La solution ne réside pas dans le remplacement des dirigeants actuels par d'autres plus gentils. Le capitalisme, ce n'est pas la main de Dieu ou la fin de l'Histoire. Le capitalisme, c'est un système pourri entretenu par des crapules qui profitent à des crapules. Ce système peut et doit tomber... comme les personnes qui en profitent !

Ici, comme partout dans le monde, la grande famille des osties de crosseurs se porte mieux que jamais ! En 2008, en pleine crise économique, on voulait créer l'illusion que les choses allaient changer : « Réformons le capitalisme ! » répétait le farceur de Sarkozy. Dans les faits, l'insupportable fossé entre les riches et les pauvres s'agrandit sans cesse. La crise a favorisé l'augmentation du nombre de riches et la valeur de leur richesse.

La revue économique américaine Forbes, qui s'amuse depuis 25 ans à dresser une liste des grands crosseurs de ce monde, estime qu'il y aurait maintenant 1 226 milliardaires, un record absolu. Réparti à travers le monde, ce club sélect vaut quelque 4 600 milliards de dollars (en comparaison, le budget annuel du Gouvernement du Canada est de 255 milliards)... Le nombre de personne possédant un million de dollars (en excluant leur résidence principale) n'a également jamais été aussi élevé avec 11 millions de personnes. Ces deux clubs sélects grandissent proportionnellement au

fossé qui les sépare des 7 milliards de personnes qui peuplent le globe. Si on se fit aux informations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, près de 2 milliards de personnes n'ont pas le minimum vital pour assurer adéquatement leur survie quotidienne...



Proche de nous, dans l'actualité québécoise, parmi les crosseurs qui laissent leur marque, il y a :

✂ **Charles Sirois**, co-fondateur de la Coalition Avenir Québec, qui est le 12^e québécois le plus riche avec une fortune personnelle évaluée à 960 millions de dollars. Avec son ami François Legault (lui aussi multimillionnaire grâce à son aventure avec Air Transat), ils nous font la morale sur les programmes sociaux qui seraient trop généreux...

✂ **Pierre Duhaime**, un proche de Stephen Harper, gagnait 5 millions par année comme pdg de la firme de

génie québécoise SNC-Lavalin. Et bien, ce monsieur vient de démissionner dans la disgrâce sous la rumeur de 56 millions de dollars de paiements suspects.

✂ Le PDG d'Air Canada, **Calin Rovinescu**, a touché une prime de 5 000 000 \$ le 31 mars dernier parce qu'il a réussi à demeurer trois ans à la tête de l'entreprise... Son salaire total depuis trois ans – avec les primes, bonus, options d'achats, actions, salaires, etc. – dépasse les 15 000 000 \$! Pendant ce temps, il impose des reculs dans les conditions de travail au personnel d'Air Canada et cause la fermeture du sous-traitant AVEOS, qui a mis à pied sans avis ses 1 800 employés.

✂ Rio Tinto est une grande multinationale et une des plus importantes alumineries au monde. Ses propriétaires ont fait rien de moins que 14 milliards de dollars de profits en 2010. Mais le 1^{er} janvier dernier, elle a mis ses 780 syndiquéEs de sa filiale d'Alcan à Alma en lock-out parce qu'elle ne pouvait pas faire assez de sous-traitance...

✂ Les propriétaires de la compagnie Papiers White Birch à Québec ont pris congé de leur part de cotisations à la caisse de retraite durant des années. Aujourd'hui, ils jettent 600 travailleurs et travailleuses à la rue sous prétexte que la caisse de retraite leur coûte trop cher...

✂ L'anti-syndicaliste **Alain Bouchard**, propriétaire d'Alimentation Couche-Tard, a cumulé une fortune personnelle de 720 millions sur le dos de 5 000 travailleurs et travailleuses au salaire minimum qui se tuent à l'ouvrage dans ses dépanneurs.

D'autres québécois et canadiens qui s'en mettent plein les poches :

✂ **La famille Thomson**, qui sévit à Toronto, possède la fortune la plus importante du Canada avec 21 G\$.

✂ **Galen Weston**, qui nous empoisonne depuis toujours avec sa farine chimique, roupille sur 8 petits milliards...

✂ **La famille Bronfman**... Au début du siècle, Sam Bronfman se lance dans l'alcool. Il devient millionnaire pendant la prohibition aux États-Unis. Ses whiskys seront les plus vendus dans le monde. En 1965, les ventes dépassant déjà le milliard de dollars. Dans les années 90, la famille profite de scandaleuses exemptions législatives pour sortir son argent du Canada vers quelques paradis fiscaux. C'est un grand secret, mais on peut présumer que la valeur réelle des Phyllis Lambert, Edgar Sr., Samuel II, Edgar Jr., Charles (qui vaudrait 2 milliards à lui seul), Joseph, Stephen et les descendants Bronfman valent plusieurs milliards...

✂ **La famille Molson**. Autre famille dont la valeur réelle est inconnue. Officiellement, elle vaudrait 500 M\$. Mais après 200 ans à provoquer des cirrhoses aux québécois, on peut en douter...

✂ **La famille Saputo**, 4,3 G\$ à vendre du fromage !

✂ **La famille Irving** du Nouveau-Brunswick survit avec ses 7,8 G\$

✂ **La famille Rogers**, 5,94 G\$.

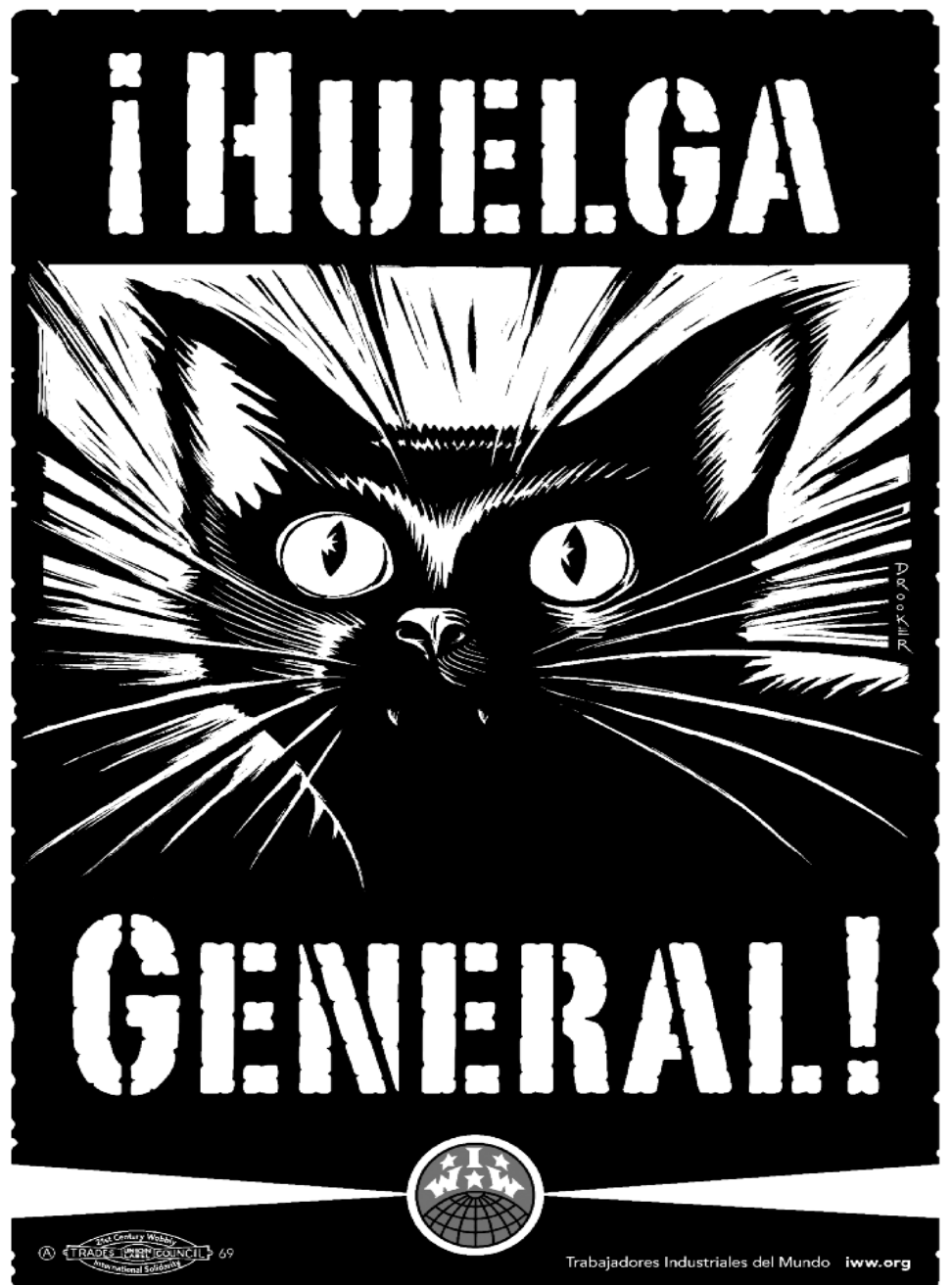
✂ **Jim Pattison**, concessionnaire automobile et propriétaire de médias à Vancouver, 5,73 G\$.

✂ Le promoteur immobilier québécois **David Azerielli** est assis sur 3,1 G\$.

✂ **La famille Bombardier**, des skidoo à l'armement, vaut 2,35 G\$.

✂ **Jean Coutu**, 1,53 G\$.

(suite à la page 9)



(suite de la liste de crosseurs)

✂ Le clown voleur, **Guy Laliberté**, jongle avec 1,6 G\$.

✂ Le vieux gambler de **Stephen Jarislowsky** vaut 2 G\$.

✂ **Serge Godin**, du Groupe CGI, ronronne sur 660 M\$.

✂ **Les frères Pierre-Karl et Érik Péladeau** se partagent 610 M\$ (leur fortune totale et réelle serait sous-estimée).

✂ **Chip Wilson**, le fondateur des magasins Lululemon Athletica, 2,85 G\$.

✂ **Marcel Adams**, promoteur immobilier, 1,8 G\$.

✂ **Robert Miller**, commerçant en électronique (Future Electronics) et promoteur immobilier, 1,5 G\$.

✂ **La famille Kruger**, papetière, 1,2 G\$.

✂ **Larry Rossy**, Dollarama (!), 1 G\$.

✂ **Aldo Bensadoun**, chaussure, 730 M\$.

✂ **La famille de Gaspé-Beaubien**, stations de radio, journaux à potins et autres, 680 M\$.

✂ Le PDG de la Banque nationale, **Louis Vachon**, a empoché 8,47 M\$ en 2010.

✂ Le pdg de Bell, **George Cope**, touche un total 9,62 M\$ par année. Un des hauts dirigeants de Bell, **Siim Vanaselja**, qui habite Montréal, gagne 3,05 G\$...

Décidément, le 1^{er} Mai, et tous les jours, on a raison de se révolter contre ces crapules de la pire espèce !



Le Clan Desmarais Inc... une gang d'osties d'crosseurs !

Des vrais de vrais crosseurs ! Riche comme Crésus, tentaculaire dans des secteurs névralgiques dont le pétrole et les médias partout à travers le monde, mystificateur dans les coulisses d'un grand nombre de conseils d'administration, fabricant de politiciens, le Clan Desmarais est omnipotent. C'est une monarchie qui joue dans la cours des grands du capitalisme mondial.

Grand crosseur devant L'Éternel, Paul Desmarais est un pépé machiavélique de 85 ans qui vaudrait 4.3 milliards de dollars. La toile qu'il a patiemment et savamment tissée dans les soixante dernières années est fascinante. Le mec et sa femme Jacqueline, son alter ego tout aussi mégalomane, ont quatre enfants : Paul Jr. (marié avec la très influente Hélène Desmarais), André (marié à France, la fille de l'ancien premier ministre du Canada Jean Chrétien), Sophie et Louise, toutes et tous très actifs. La fortune réelle et l'influence objective de cette famille, qui est parmi les 250 plus riches au monde, sont immenses et très sous-estimées.

En 1950, Paul Desmarais reprend la petite compagnie familiale d'autobus. Il devient millionnaire au milieu des années 50 grâce à la spéculation boursière. Il touche aux assurances, puis en 1968, il met la main sur une veille compagnie hydro-électrique, Power Corporation of Canada. Il en fera une des plus grandes compagnies de holding de l'histoire du Canada.

Paul Desmarais est très proche de George Bush père. En France, le Clan Desmarais est actionnaire de nombreuses entreprises : Total, Suez, Lafarge, Pernod - Ricard, etc. Nicolas Sarkozy ne cache pas qu'il n'aurait jamais été président de la France sans l'assistance bienveillante de Paul Desmarais père. En 2008, Sarkozy le fait membre de la Légion d'honneur. En novembre 2011, il fera de même avec Jacqueline Desmarais, cette



« grande amie de la France et grande dame des arts qui a mis sa vie au service du beau et du bien ». Rien de moins...

L'assemblée générale annuelle de Power Corporation du Canada a généralement lieu à Montréal durant la deuxième semaine de mai, souvent le même jour et à quelques pas de celle de Québec... En mai dernier, le p'tit André a fait une sortie médiatique en reprochant à celles et ceux qui osent critiquer la proximité du Clan avec les politiciens d'entretenir le cynisme dans la population ... Du grand guignol !

Ce plus jeune des fistons, André Desmarais, est membre du conseil d'administration de la China International Trust Investment Company, un des plus importants conglomérats de la Chine moderne : immobilier, transports, télécommunications, mines, armement, etc. La Famille Desmarais aurait 5 % des parts de cette gigantesque entreprise chinoise. On se souviendra de l'intérêt très marqué de Jean Chrétien pour l'Empire du Milieu.

La conjointe de Paul Jr, Hélène Desmarais est... partout. Membre du conseil d'administration du CHUM, de Génome Québec, de l'Institut économique de Montréal, quand ce n'est pas de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, de l'OSM, des HEC de Montréal... On en redemande !

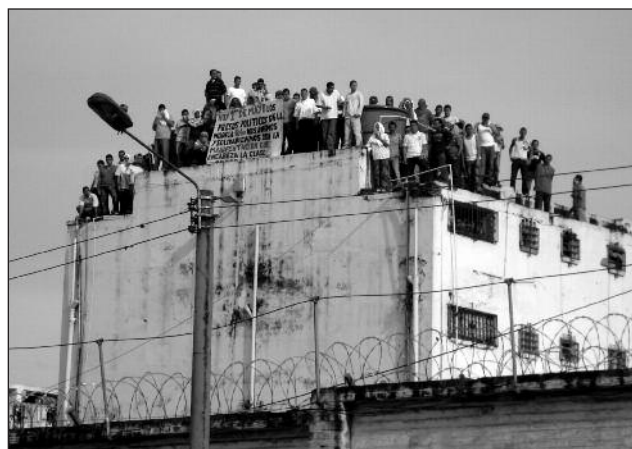
(suite à la page 11)

Le 1^{er} mai dans les prisons colombiennes

« Lors de mon premier *Primer de Mayo* en prison, on a fait une petite réunion avec les collectifs de travail des prisonniers politiques, et avec nos famille puisque c'est un jour de visite. Certains prisonniers ont lu des textes commémoratifs, on a fait une petite conférence et la visite nous a apporté du gâteau et des boissons gazeuses... ». C'est ce que vivait un prisonnier politique en 2006 dans la prison La Picota de Bogota et le scénario n'a pas vraiment changé depuis. Aujourd'hui, dans les prisons colombiennes, lorsque les prisonnières politiques arrivent encore à organiser des événements dans le cadre du 1^{er} mai, ce sont en général de petites réunions commémoratives.

Historiquement, les prisonnières politiques, plus spécifiquement ceux et celles de l'insurrection, avaient le contrôle de certains pavillons, ce qui leur permettait une certaine liberté d'expression politique. Lors du 1^{er} mai, un événement à caractère clairement anticapitaliste en Colombie, il n'était pas rare qu'ils et elles organisent un défilé militaire en l'honneur de la lutte révolutionnaire et qu'ils et elles déploient des bannières du 1^{er} mai du haut des toits des prisons. Par ailleurs, plusieurs prisonnières politiques civiles étant des syndicalistes, on y célébrait très fort la lutte des travailleurs et des travailleuses, soit par l'organisation d'événements politiques dans les prisons ou par des actions en solidarité avec les organisations sociales en lutte partout dans le pays. À plusieurs reprises des pavillons entiers ont été occupés lors de cette journée emblématique. Malheureusement, au cours des années 2000, la situation carcérale

en Colombie a beaucoup changé. Avec le gouvernement de l'ex-président Uribe, un changement institutionnel a eu lieu. Les prisons ont été militarisées ; une grande partie de la garde et des dirigeants de prison est aujourd'hui composée d'ex-militaires, et le directeur de l'Institut national carcéral est un ex-policier.



De plus, avec la loi dite « Justice et Paix » de 2005 visant officiellement à démobiliser les paramilitaires — mais dont l'objectif réel était de permettre la réingénierie du paramilitarisme (restructuration au niveau militaire, légitimation au niveau politique et légalisation au niveau économique) — beaucoup de paramilitaires de rang inférieur ont été emprisonnés et ce sont désormais eux, avec les revendeurs de drogue, qui ont le contrôle de la majorité des pavillons des prisons.

Avec tous ces changements, c'est généralement la peur qui domine les prisonnières politiques car ils et elles sont divisés entre plusieurs pavillons et se retrouvent

parmi des paramilitaires. De plus, étant donné que les membres de la garde les considèrent comme des ennemis naturels, la répression est d'autant plus forte à leur rencontre puisqu'ils et elles sont stigmatisés pour des raisons idéologiques.

Malgré cette pression, les prisonnières politiques résistent pour défendre leurs droits. De nombreuses prisons ont encore un pavillon dirigé par les prisonnières politiques qui font un travail acharné pour les maintenir en vie et ainsi pouvoir continuer de militer à l'intérieur des murs afin de briser le silence et l'isolement. Le fait d'entretenir le contact avec les mouvements de résistance à l'extérieur, entre autres par le biais des sections du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques, nourrit leur lutte à l'intérieur des prisons. Chaque année, plusieurs comités de prisonnières rédigent des communiqués qui sont distribués et lus dans les marches du 1^{er} mai partout dans le pays. Pour leur part, les manifestants à l'extérieur n'oublient pas de rappeler à la foule que « no somos todos, faltan los presos » et de continuer à exiger sans relâche leur liberté !

★PASC

Article réalisé grâce aux témoignages d'une avocate défenseuse des droits humains et d'un ex-prisonnier politique, emprisonné durant environ trois ans.

S'opposer à l'AECG, c'est s'opposer à une autre monstruosité du capitalisme

Ils veulent bouffer le peu qu'il nous reste

Les potentats élus et non-élus de l'Union européenne (UE) et du Canada sont en train de préparer l'Accord économique et commercial global (AECG). Ici, les patrons de Bombardier, Alcan, BCE, SNC-Lavalin, Power Corporation (Paul Desmarais) et du Conseil canadien des chefs d'entreprise ont poussé fortement Jean Charest à inclure leurs doléances dans cet accord.¹ Il reste quelques domaines que les PDG ne possèdent pas entièrement... encore. Cet accord leur livrera sur un plateau d'argent Hydro-Québec, la SAQ, le traitement des eaux, les hôpitaux, les écoles, les universités, etc.

En parlant de traitement des eaux...

L'AECG ouvre grande la porte à la privatisation du traitement des eaux. Véolia et Suez, deux compagnies de l'UE, s'approprieraient sans doute ce bien collectif. Si on se fie à l'expérience de l'Angleterre, ce fut une aberration sans nom. La distribution d'eau y a été privatisée en 1989 par Margareth Thatcher : « Les tarifs ont augmenté de 46 % en valeur réelle pendant les neuf premières années, des bénéfices d'exploitation ont été doublés (+142%) en huit ans, des investissements ont été réduits et la santé publique a été compromise par des coupures pour le non-paiement ».² Bref, le peuple payait son eau plus cher, pour un aqueduc moins entretenu et les personnes qui ne payaient pas se faisaient tout simplement couper leur eau !

Des choses semblables se sont produites dans tellement de pays. Depuis 1990, 300 projets privés d'infrastructures d'eau ont vu le jour dans les pays en développement, et ce, « grâce » au financement de la Banque mondiale ! D'ailleurs, la compagnie Suez s'approprie l'eau partout : Buenos Aires, Mexico, Carthagène, Cheng Du, Johannesburg, Djakarta, Manille, La Paz, Casablanca, etc.³

Chapitre 11

De façon cosmétique,⁴ nos gouvernements ont adopté quelques lois environnementales et d'autres pour « protéger » les travailleurs/travailleuses... Si l'AECG est

signé, ces lois deviendront caduques puisque l'AECG contient des : « [...] disposition sur l'investissement, selon le modèle de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et du chapitre 11 de l'ALÉNA ; un objectif de dérèglementation à haute échelle dans tous les secteurs visés par l'accord, y compris celui de la finance ; une libéralisation de secteurs tels l'agriculture et l'eau ; une volonté d'ouvrir les marchés publics à la concurrence internationale ».⁵ Comme on le sait, le chapitre 11 de l'ALÉNA permet aux entreprises de poursuivre les gouvernements en justice si elles jugent que les lois nuisent à leurs profits. Le Canada a déjà versé des millions de dollars à des compagnies pétrolières en vertu de ce chapitre 11 !⁶ Quand Total (Desmarais), Shell et BP verront qu'ils n'auront pratiquement aucune contrainte environnementale, vous pouvez imaginer les profits qu'ils feront avec les sables bitumineux de l'Ouest... sans compter le saccage environnemental.



Et n'est-ce pas la dérèglementation de la finance qui a créé la crise dans laquelle nous sommes actuellement ? N'est-ce pas Bill Clinton qui a indirectement permis à Goldman Sachs de spéculer avec le papier commercial en signant l'abrogation de la loi dite Glass-Steagal ?⁷ Rappelez-vous le plan de sauvetage des banques pour nous « sortir » de cette crise. Seulement aux États-Unis, 700 milliards de dollars ont été donnés aux banques, et rien pour le peuple.⁸ Maintenant, les gouvernements coupent partout pour se sortir de cette dette impossible

à rembourser. Bref, la dérèglementation étatsunienne a laissé libre cours à l'avarice des banques, alors que l'un des principaux buts de l'AECG, c'est précisément de dérèglementer.

Tout ce qui est oublié sera entre leur main

Il y a deux façons de faire des accords de libre-échange : la positive et la négative. Dans la première, les seules choses ouvertes à la privatisation sont celles qui sont spécifiquement nommées dans l'accord. Par contre, « la liste négative est beaucoup plus engageante : elle inclut automatiquement les secteurs qui ont été oubliés ou ceux qui n'existaient pas au moment de l'entente. Le Canada a réussi à imposer la liste négative dans les négociations de l'AECG ».⁹ Bravo Canada ! En exagérant à peine, même si on a oublié de mentionner l'air dans l'AECG, ben on pourrait éventuellement avoir à payer pour respirer !

Bref, le 1^{er} mai prochain, ayons bien en tête que les potentats économiques et politiques ne cessent de déchaîner leur appétit pour s'approprier le peu qu'il nous reste. Que la seule façon de remédier à ce problème, c'est d'anéantir les fondements de ce régime économique basé sur l'égoïsme qu'est le capitalisme ! Toutes et tous dans les rues pour les arrêter de charcuter notre monde. Toutes et tous dans les rues pour reprendre ce qui est à nous !



¹ www.rjqc.alternatives.ca/argumentaire_aecg_mars2011.pdf

² www.multilingualarchive.com/ma/enwiki/fr/Water_privatization_in_England

³ www.louvaindev.org/~educ/docs/dossier_thematique_eau.pdf

⁴ Un cosmétique change seulement l'apparence.

⁵ www.rjqc.alternatives.ca/argumentaire_aecg_mars2011.pdf

⁶ www.multilingualarchive.com/ma/enwiki/fr/North_American_Free_Trade_Agreement

⁷ www.bakchich.info/international/2008/06/29/ni-toit-ni-loi-la-crise-des-sub-primas-pour-les-nuls-53064

⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/Plan_Paulson

⁹ www.rjqc.alternatives.ca/argumentaire_aecg_mars2011.pdf

Queers and Class Struggle...

Class struggle is the defining relationship of our society, and thus queer and trans people are already implicated in it, whether they would like to be or not, whether they would deny its existence or not. For marginalized and proletarian queer youth, the first step to liberation is recognizing this reality and joining the ranks of older generations who won some space for queer people in a patriarchal, sexually alienated, and universally destructive society -- because from a consciousness of class can arise a strategy to fight back and take over.

Queers are a social underclass. To achieve what counts for success in this society, we must overcome more obstacles than others, and then it is possible for our success to be used against us. It is popular today to think of queers as an /economically productive minority/; it is now popular for cities to improve their "LGBT index" and try to attract gay tourism, both of which are seen to help the local economy. The flipside of this is that, during times of economic crisis, we can be made into easy scapegoats for the hardships that people face. Our moral debasement can be blamed for hardships, even when the source of the problem clearly lies elsewhere. This means that, even when we prove ourselves capable capitalists and good citizens -- making peace with the economic class hierarchy and becoming traitors to our poor compatriots in the process -- it is our property and civil rights that will be the first to be disrespected -- either by angry vigilantes or targeted legislation.



When the class war erupts in a neighbourhood like Montréal's Gay Village, which it will sooner or later, it would be best if it didn't take on the characteristics of an anti-queer pogrom. The anti-homeless and pro-gentrification merchants in that area benefit from the idea that opposition to them is inherently homophobic, and the liberal/tolerant state can portray its defense of private property as protection from prejudice and hate. If queers throw themselves into the class war and take the lead in destroying capitalism and expropriating the rich in the Village and elsewhere, these narratives lose their power. Yet that is only one, very pragmatic reason to do so.

Capitalism makes life on Earth miserable. To be clear, it is destructive and oppressive and all of that, and it is evident that queers, women, people of colour, and other marginalized people will be more intensely affected than others -- but beyond this, it also renders the world boring and adventureless. It is part of the job of the police to make sure no party ever gets too wild. It's because of gentrification that we have to think twice before we fuck in a park or an alleyway. Thanks to the landlord, we have to sell the hours of our life so we can pay rent rather than spend our time with the people we love. If we consider ourselves queer, it is probably because because of our pervy and awesome desires and the fact that we want to realize them. Capitalism and all it entails is an obstacle to the world we want, and that is reason enough to do what we can to destroy it.





Rions un peu

(suite de la page 3)

« Nous remarquons une manœuvre de la foule qui ressemble à notre *kendo*, afin de protéger l'individu. La riposte de leur part fut instantanée. Aucun temps d'analyse ou de réflexion ; ce n'était pas impromptu. L'attaque était concertée, préparée et efficace, attaquant de toutes parts en même temps, de toutes directions. »*

Agent Vincent Moore - SPVM 6323

« La foule a continué à nous lancé (*sic*) des bâtons, morceaux de pavé et pots de bébé, et elle a continué sa marche tranquillement, sur Sherbrooke direction est (*sic*), après avoir célébré notre repli et notre arrestation manquée en hurlant les bras en l'aire (*sic*), triomphalement. »

Agent Marc-André Côté - SPVM 5283

* La CLAC tient à signaler que ce qu'un observateur attentif aurait pu voir ce jour-là est plutôt un peloton de policiers sortis de nulle part pour tenter de capturer un manifestant sans raison apparente, et la réponse défensive de la foule devant cette agression injustifiée. La manifestation était jusqu'à ce point tout à fait paisible, et les manifestantEs n'avaient donc aucune raison de s'attendre à une intervention de ce genre. Fidèle à leur habitude de mythomanes endurcis, en minimisant leur propre rôle dans l'altercation et en décrivant leurs opposantEs comme de dangereuxEUSES maniaques qui en voulaient à leur vie, les comiques du SPVM projettent dans leurs rapports une image de l'incident risiblement exagérée et passablement différente de ce qui s'est réellement produit. Ils/elles doivent suivre des cours de création littéraire à Nicolet !



Semons, pour le plaisir, d'autres fleurs de mai à cueillir.



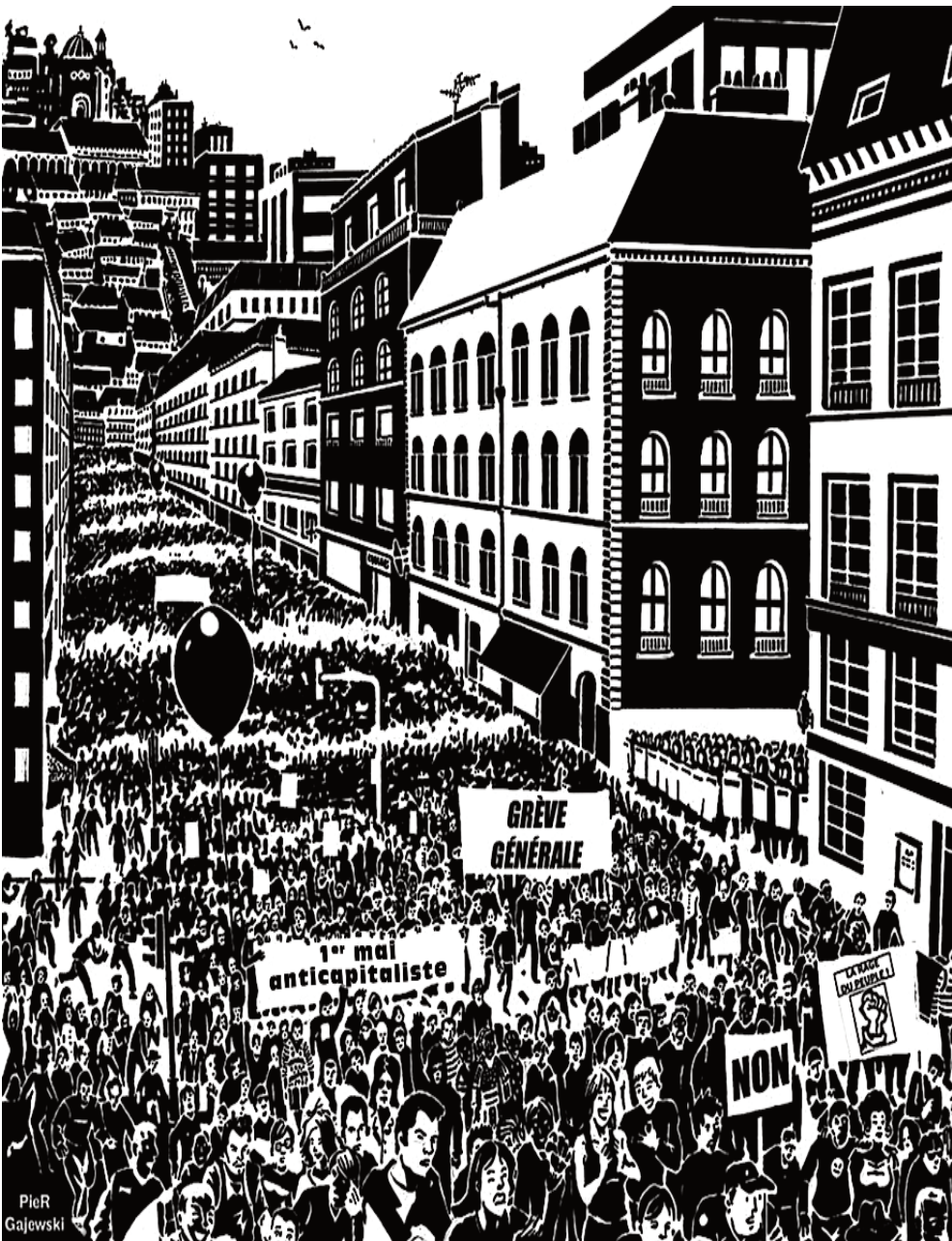
(suite de Desmarais Inc.)

Dans les nombreuses ficelles tirées par la famille, il y a le frère de Bob Rae, John Rae, qui est vice-président de Power Corporation. Il était au centre de l'organisation électorale de Jean Chrétien. De son côté, Paul Martin a fait carrière chez Power qui lui cédera la Canada Steamship Lines en 1981. Depuis, Paul Martin s'est rendu plusieurs fois millionnaire en enregistrant ses paquebots dans des pays aux règles fantoches...

Dans les bonnes prises du Clan, il y a les Henri-Paul Rousseau et Michael Sabia, les deux derniers présidents en titre de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Henri-Paul Rousseau s'est vu offrir un pont d'or (dans le sens littéral du terme) pour aller chez Power Corp à son départ de la Caisse et Michael Sabia est un très bon ami personnel d'André Desmarais...

Le Clan Desmarais a de nombreuses propriétés à Montréal, à New-York, en France et en Floride... Mais il attire beaucoup l'attention avec son domaine de Sagard, une forêt isolée de 75 kilomètres carrés située dans l'est de Charlevoix. Paul Desmarais l'a acquise dans les années 70 via une de ses compagnies pour... 1 \$. Domaine majestueux, lacs, châteaux, hélicoptère, golf de 18 trous, chasse aux faisans, chapiteau monstre pour les visites régulières du Cirque du Soleil et d'orchestres, etc. Une centaine de personnes veille à son entretien. Les images du site sont stupéfiantes...

L'histoire du Clan Desmarais en est une d'exploitation, de spéculations perpétuelles, de vols, de manipulations, de destructions. En fait, pour notre plus grand bonheur à toutes et tous, on ne peut que souhaiter, à tout le moins, que les deux vieux criss crèvent au plus sacrant.



Vous aimez le journal de la CLAC-Montréal : Abonnez-vous !

Vous désirez recevoir le journal de la CLAC à chacune de ses parutions ? C'est maintenant possible ! Nos tarifs sont les suivants (on vous les poste à la grandeur du Canada, ou en bicyclette à Montréal !):

- Groupes : 20-50 \$ par année pour les 2-3 journaux que l'on sort cette année-là, pour 5-10 exemplaires chacun. Faites nous savoir combien vous en prendriez.

- Individus : 5-20 \$ par année pour les 2-3 journaux que l'on sort cette année-là, pour un exemplaire.

Envoyez nous un chèque, au nom de « Convergence des luttes anticapitalistes », au QPIRG-Concordia, 1455 De Maisonneuve ouest, Montréal, Québec, H3G 1M8.

Où trouver le journal de la CLAC ?

Nous avons plusieurs points de distribution, notamment à l'AFESH-UQAM (sous-sol du pavillon J.), à l'Insoumise et au DIRA (2033/2035 Saint-Laurent) ou au QPIRG Concordia (1455 De Maisonneuve ouest, bureau 204).

Y'en a pu ? Envoyez-nous un courriel à info@clac-montreal.net, on va trouver quelqu'un pour vous en livrer... ou ben faites vous-en imprimer une copie à partir du site Internet, <http://clac-montreal.net>

Le journal de la CLAC-Montréal est enregistré au bureau des ISSN du gouvernement KKKanadien au nom de Coup et l'ISSN est 1927-6737.

Ce numéro a été tiré à 2000 exemplaires.

La CLAC tient à remercier le GRIP McGill, le GRIP Concordia, l'AFESH, le Comité des sans-emploi Montréal-Centre, l'Association des ÉtudiantEs en Sociologie premier cycle (UQAM) et le Comité Libertad du Cégep du Vieux-Montréal pour leur soutien financier.

La CLAC-Montréal est un groupe de travail du QPIRG-Concordia



MANIFESTATION 1^{er} MAI - MAY DAY ANTICAPITALISTE

**Rassemblement au Champ-de-Mars, à 16 h 30
(coin Saint-Antoine et Gosford, métro Champ-de-Mars)**

**Ceci est un appel aux travailleurs et travailleuses,
aux précaires et aux sans-emploi...**

**C'est un appel aux pauvres, aux laissés-pour-compte,
aux marginalisés et aux opprimés...**

**C'est un appel aux étudiants et étudiantes
qui sont en lutte...**

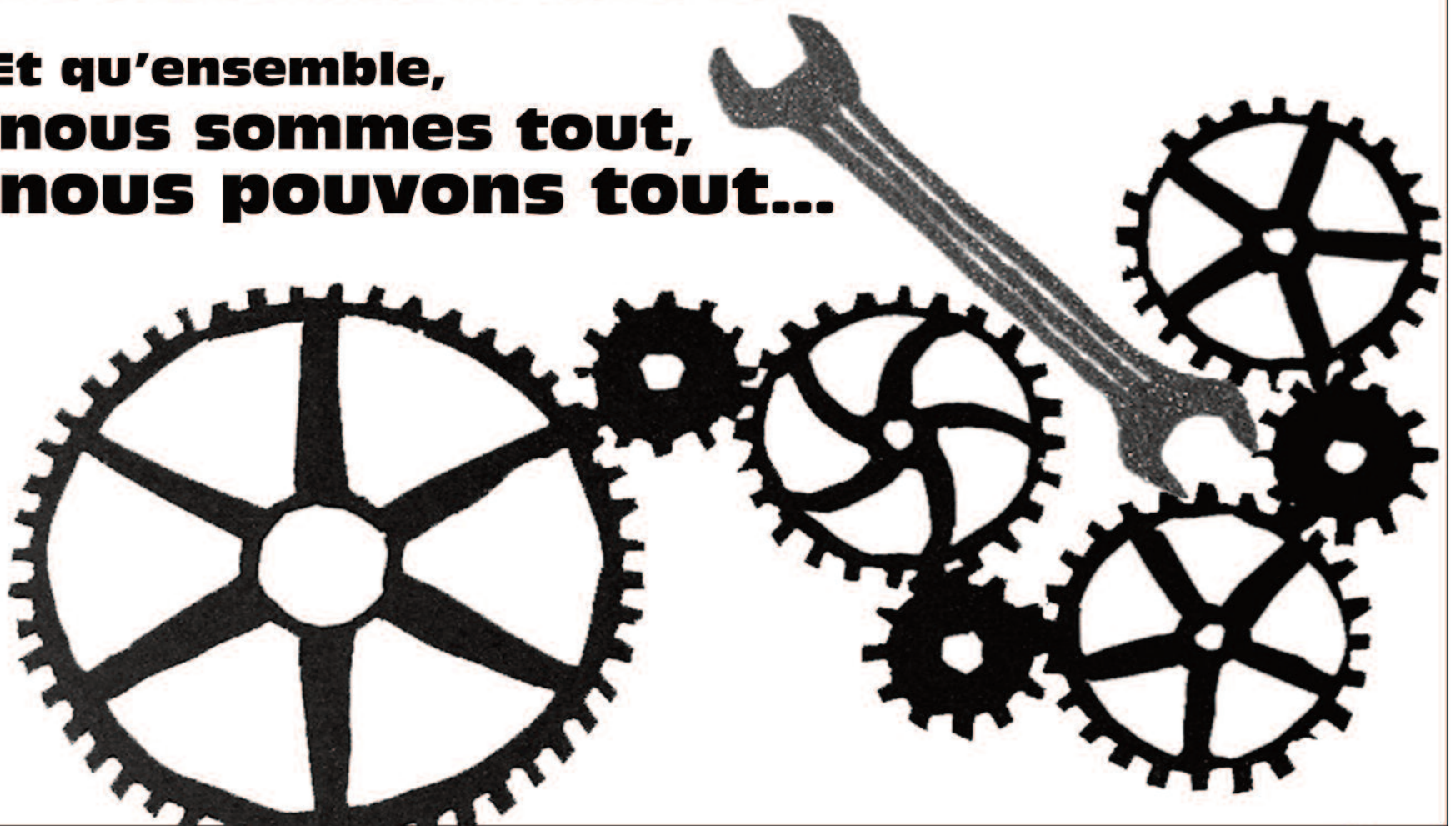
**C'est un appel à celles et ceux qui sont en tabarnak,
pis qui sont à boutte...**

**Aux anticapitalistes, aux anarchistes, aux communistes,
aux révoltés, aux insurgés et aux révolutionnaires...**

C'est un appel à l'expression d'une juste colère.

**À montrer au monde que sans nous,
les capitalistes ne sont rien.**

**Et qu'ensemble,
nous sommes tout,
nous pouvons tout...**



**Organisé par CLAC-Montréal
Convergence des luttes anticapitalistes
<http://clac-montreal.net> - info@clac-montreal.net**

